



Les négociations entre **Athènes** et ses créanciers ont pris de l'élan *Page B 3*



L'Arménie commémorera vendredi le génocide, 100 ans après *Page B 5*

ÉCONOMIE

CAHIER B • LE DEVOIR, LE MARDI 21 AVRIL 2015

ère numérique

Le rapport fait état d'un écart grandissant entre les riches et les pays pauvres

DES ROSIERS

La fracture numérique se creuse entre pays riches et pays pauvres, déplore le Forum économique mondial de Davos. L'année s'est fait ravir par Singapour le premier d'un classement évaluant la capacité des pays à se tenir prêts à utiliser et à tirer des technologies de l'information et des communications (TIC), ont rapporté la semaine dernière les auteurs d'un *Rapport mondial sur les technologies de l'information* placé en tête du Forum économique mondial qui se tient chaque année à Davos, en Suisse. On trouve ensuite que des pays riches comme les États-Unis (7^e) et le Japon (10^e). Le Canada a obtenu de bons résultats cette année en classant au 11^e rang, six places de mieux qu'en 2014. On y saluait entre autres les investissements dans les infrastructures et l'environnement d'affaires numérique. On souligne aussi la forte proportion de main-d'œuvre (44%) occupée à des tâches liées au savoir (gestionnaires, ingénieurs ou techniciens) et l'utilisation accrue des TIC dans les services de base et la participation aux processus décisionnels des entreprises. La proportion de la population ayant accès à Internet haute vitesse y est toutefois inférieure à la moyenne des pays développés.

Un écart grandissant. Ce que l'on constate aussi, c'est que les pays les mieux classés ont connu une croissance deux fois plus grande que celle des moins bien classés. Les fameuses économies émergentes ne font guère mieux. Mis à part la Chine qui a gagné neuf rangs pour se hisser à la 2^e place, la Chine stagne au 62^e rang sur 143, l'Afrique du Sud (75^e), le Brésil (84^e) et l'Inde (89^e) ont tous reculé. Un coup de pays en développement « dont le développement n'était amélioré au cours des dix dernières années » sont maintenant confrontés à la stagnation et à la régression, a observé Bruno Lanier, économiste européen et coauteur du rapport. Cela s'explique par les fractures persistantes entre les zones urbaines et rurales et entre les groupes de revenus. « La population de l'économie numérique », a-t-il dit, « est un grand cas du fait que plus de la moitié de la population mondiale dispose maintenant d'un accès à Internet, contre 39% qui n'ont pas accès à Internet, a noté Thierry Geiger, économiste au Forum de Davos et un autre coauteur du rapport. « Les téléphones portables sont peut-être omniprésents dans le monde mais la révolution des TIC ne se fera pas sans la voix ou des SMS. Sans un meilleur accès à une connexion Internet abordable, une grande partie de la population mondiale continuera à vivre dans un état de pauvreté numérique, privée des formidables avantages économiques et sociaux que les TIC représentent. »



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Philippe Couillard était l'invité du Conseil du patronat du Québec, lundi, à Montréal.

LIBRE-ÉCHANGE AVEC L'EUROPE

Une bonne affaire pour le Québec, dit Philippe Couillard

Des opposants à l'accord font entendre leur voix discordante à l'occasion d'un discours du premier ministre devant le Conseil du patronat du Québec

LIA LÉVESQUE

Alors que des manifestants protestaient contre l'accord de libre-échange Canada-Union européenne, demandant au premier ministre Philippe Couillard de veiller à ce qu'il ne soit pas ratifié, ce dernier a assuré qu'au contraire, cet accord était bon pour le Québec et qu'il espérait qu'il entre en vigueur le plus rapidement possible. Ils étaient une cinquantaine à manifester sous la pluie battante, lundi midi, devant l'hôtel où le premier ministre du Québec prenait la parole à l'invitation du Conseil du patronat du Québec à Montréal. Ils avaient emmené avec eux un symbole, un grand cheval de Troie en bois, pour illustrer le fait que, selon eux, l'accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne est destiné à s'infiltrer en

douce pour mieux nuire à l'économie et aux emplois d'ici. En entrevue lors de la manifestation, Lucie Lavasseur, présidente du SCFP-Québec (Syndicat canadien de la fonction publique, affilié à la FTQ), a dit craindre que cet accord ouvre la porte à la privatisation de services publics. « Cet accord-là a été décidé, écrit derrière des portes closes, sans jamais consulter les groupes qui seront sévèrement touchés par ça. Au SCFP, à la FTQ, ce qui me concerne moi, ce sont les secteurs municipaux, les villes, les hôpitaux, l'éducation qui, eux, vont avoir une grosse conséquence dans cet accord-là », a-t-elle dit. Elle a aussi cité l'industrie maritime. « Ça veut dire que n'importe quel marin européen pourra naviguer sur notre fleuve Saint-Laurent sans qu'il y ait de conséquences. Alors là, on parle vraiment de sécurité nationale ». La syndicaliste a demandé au premier minis-

tre Couillard de s'abstenir de signer cet accord ou, à tout le moins, de mettre les services publics à l'abri de ses dispositions. « Le Québec doit s'abstenir; il peut le faire, parce que chaque province décide de ce qu'elle fait avec l'accord. C'est pour ça qu'on est là: on veut convaincre le premier ministre Couillard de demander à l'Assemblée nationale de ne pas signer cet accord-là et de se positionner contre, à moins qu'on décide de retirer de l'accord tout ce qui est services publics », a-t-elle plaidé. Interrogé à ce sujet après son allocution, le premier ministre Couillard a au contraire vanté les mérites de cet accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne. « On espère au contraire que cet accord soit signé le plus rapidement possible », a-t-il répondu. Il a tenté

VOIR PAGE B 4 : COUILLARD